

Le rôle de l'Etat

Die Rolle des Staates

Ruolo della Stato



III LE ROLE DE L'ETAT ET LA STRATEGIE DE CONQUETE DU POUVOIR

" Comme dans toute société capitaliste, l'Etat en Suisse n'est pas une force située en dehors ou au dessus des classes. C'est un organisme politique placé au service de la classe dirigeante, de la grande bourgeoisie et tout particulièrement dans la période actuelle, des trusts et des monopoles " (Thèses du PST 1971 No. 17)

De la société patriarcale au régime de la propriété privée

Avec le développement de la productivité se développe la propriété privée, l'échange et l'inégalité des richesses, la possibilité d'exploiter la force de travail d'autrui.

Cette situation fait éclater la tribu patriarcale, régie par les liens du sang, pour faire place à une nouvelle société dans laquelle le régime de la famille est dominé par la propriété privée.

C'est le début de l'Etat qu'Engels caractérise comme suit:

" L'Etat n'est donc pas un pouvoir imposé du dehors à la société; il n'est pas davantage la réalité de l'idée morale, "l'image et la réalité de la raison" comme le prétend Hegel. Il est bien plutôt un produit de la société à un stade déterminé de son développement; il est l'aveu que cette société s'empêtre dans une insoluble contradiction avec elle-même s'étant scindée en oppositions inconciliables qu'elle est impuissante à conjurer. Mais pour que les antagonismes, les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consomment pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, en apparence placé au dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l' "ordre"; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'Etat. (Engels: L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat p. 178 Ed. Sociales 1972)

L'APPARITION DE LA FORCE PUBLIQUE

Cette nouvelle société nécessite un appareil de contrainte et de coercition pour faire respecter le nouvel ordre économique: La force publique qui, dit toujours Engels, (p.179)

"... peut être très insignifiante, quasi-inexistante dans des sociétés où les antagonismes de classes ne sont pas encore développés et dans des régions écartées, comme c'est le cas à certaines époques (...)
Mais elle se renforce à mesure que ces contradictions de classes s'accroissent à l'intérieur de l'Etat et que les Etats limitrophes deviennent plus grands et plus peuplés; considérons plutôt notre Europe actuelle (1880-1890 n.d.l.r.) où la lutte des classes et la rivalité de conquêtes ont fait croître à tel point la force publique qu'elle menace de dévorer la société tout entière et même l'Etat."

Ne peut-on aujourd'hui faire la même constatation à l'époque de la crise du CME (Capitalisme monopolisme d'Etat) où l'aggravation des contradictions entraîne des réactions de violence exacerbée et une extension de l'insécurité. (Délinquance et associabilité accrue dans les grands centres urbains, véritable "industrie" des hold-up, enlèvements etc.) et en contre-partie, une réplique toujours plus ample et brutale des forces de l' "ordre" (rafles de jeunes, délation généralisée etc.)

«Briser l'Etat»

Comme le disent les thèses du PST (No 17 et 18)

" L'Etat a pour fonction de protéger et d'accroître la propriété et les profits et d'assurer, en maintenant l'ordre bourgeois, l'exploitation de la classe ouvrière. La manière dont l'Etat exerce cette fonction est déterminé par le rapport réel des forces de classe."

Par conséquent la mission historique du prolétariat est de s'emparer du pouvoir d'Etat et de briser cet appareil spécial de contrainte et de coercition.

Mais qu'est-ce que cela veut dire dans le monde capitaliste développé d'aujourd'hui et dans les conditions spécifiques de notre pays ?
Imposer la dictature du prolétariat ?

Avant de répondre il faut bien voir quel a été le développement de l'Etat dans les différents pays, époques historiques et formes d'organisation sociale.

LE DEVELOPPEMENT DE L'ETAT

Sous le pouvoir féodal l'Etat avait souvent peu d'autorité et ce n'est qu'au travers des siècles que l'unité des nations se forma véritablement alors même qu'elles étaient en principe soumises au monarque royal (France Angleterre, Autriche, Russie) L'unité centralisatrice de la plupart des nations européennes ne vit véritablement le jour qu'avec le renversement de la noblesse et le développement du capitalisme. (Révolution française etc.) A remarquer que pour le capitalisme conquérant ce fut l'époque du laisser faire total et du développement le plus anarchique.

Ce n'est qu'à la fin du XIX siècle et au début du XX siècle que l'on passa au stade de l'impérialisme et de ses corollaires que Lénine définissait ainsi: (L'Etat et la révolution p. 38-39 Ed Progrès)

"... époque du capitalisme bancaire, époque des gigantesques monopoles capitalistes, époque où le capitalisme monopoliste se transforme par voie de croissance en capitalisme monopolisme d'Etat- montre le renforcement extraordinaire de la "machine d'Etat", l'extension inouïe de son appareil bureaucratique et militaire en liaison avec la répression accrue du prolétariat, aussi bien dans les pays monarchiques que dans les républiques les plus libres."

POURQUOI LA " DICTATURE DU PROLETARIAT " ?

Il est bien évident que dans cette situation d'exploitation sans borne d'un prolétariat encore très minoritaire à cette époque, face à une énorme masse paysanne, avec des syndicats et des organisations encore faibles et sans grande expérience, en regard des possibilités d'avenir encore riantes pour un capitalisme qui se partageait les nouveaux marchés d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, on ne pouvait guère penser à renverser un régime capitaliste autrement que par la violence et en "instituant une discipline rigoureuse, une discipline de fer maintenue par le pouvoir d'Etat des ouvriers armés; nous réduirons les fonctionnaires publics au rôle de simples agents d'exécution de nos directives, un rôle de "surveillant et de comptable" responsables, révocables et modestement rétribués (tout en conservant, bien entendu les spécialistes de tout genre, de toute espèce et de tout rang) Lénine ibidem p. 59-60.

Voilà comment Lénine concevait l'organisation de la société socialiste dans une première phase, à cette époque et pour la Russie autocratique où le fonctionnaire était dans bien des cas un "animal stupide" mais galonné et se faisant obéir non par sa compétence mais par la crainte. Mais aujourd'hui, alors qu'à Genève, par exemple, le 70% des travailleurs sont dans le secteur dit tertiaire ou les services, à quoi rimerait d'avancer de tels concepts.?

TENIR COMPTE DES CONDITIONS SPECIFIQUES

Ce dont il faut bien se rendre compte c'est que la théorie développée par Marx, Engels et Lénine l'était toujours pour le moment présent, la situation particulière et que ni les uns ni les autres n'hésitèrent à modifier une position dès que la vie en avait montré la nécessité ou à tenir compte de certaines conditions spécifiques.

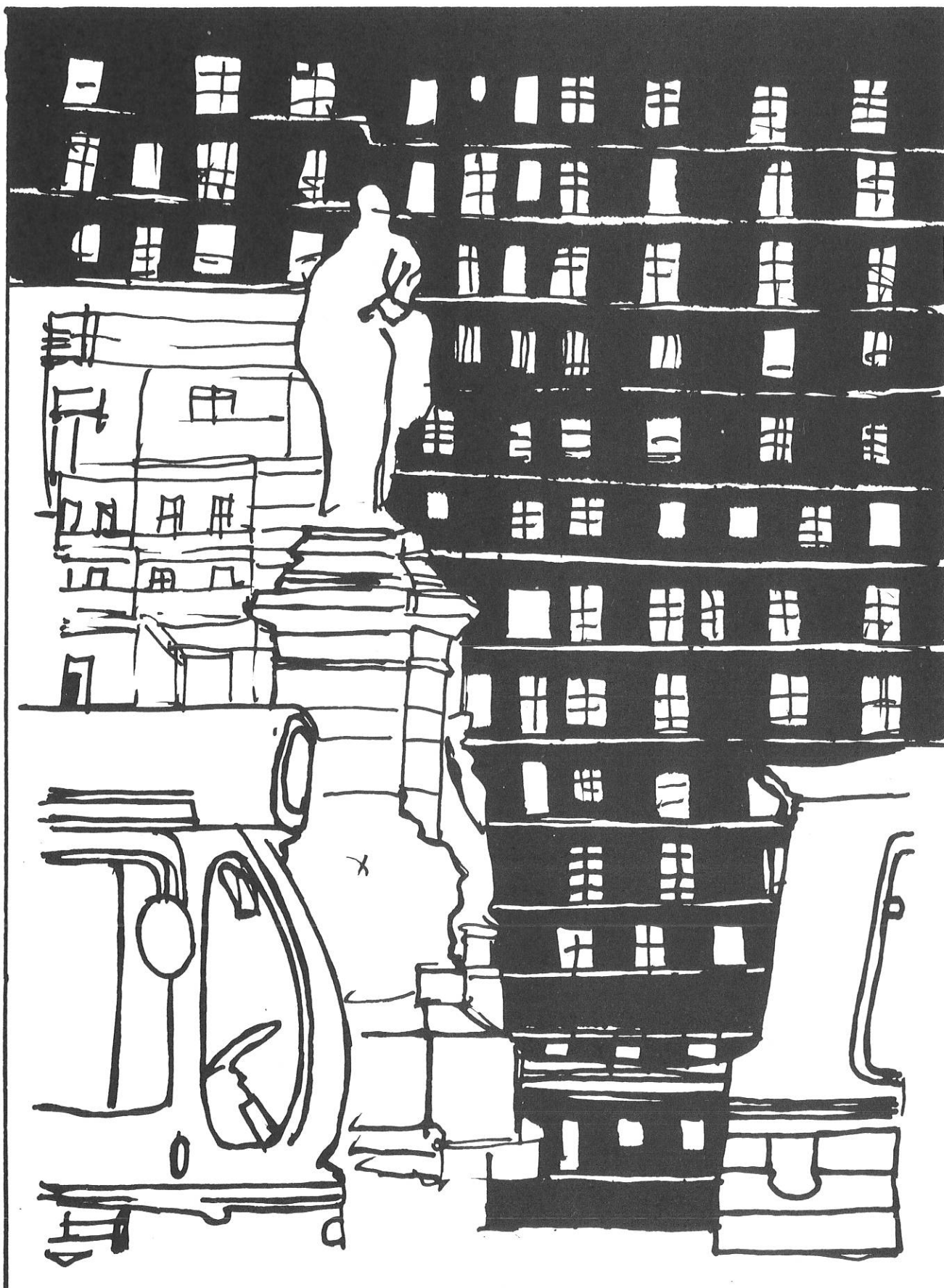
Ainsi, l'un des plus célèbres exemples est celui des leçons tirées de la Commune de Paris après laquelle Marx, le propre auteur du "Manifeste communiste" déclarait qu'il était (en 1872 alors qu'il avait paru en 1848) vieilli sur certains points et déduisait de l'expérience parisienne" que la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre la machine d'Etat toute prête mais qu'il faut "briser cette machine d'Etat bourgeoise" Affirmation qui n'empêchait pas Marx de faire une exception pour l'Angleterre où la révolution populaire paraissait possible- et l'était en effet à cette époque (1871) souligne Lénine qui cite Marx- sans destruction de la "machine d'Etat toute prête" (Ibidem p.46)

D'autre part ce n'est pas manquer de respect à la mémoire et au génie des grands théoriciens du socialisme scientifique (auquel nous ne sommes pas là pour vouer un culte iconoclaste mais pour prendre en compte de manière créatrice l'héritage philosophique) d'affirmer que la vie n'a pas confirmé toutes leurs prévisions et qu'ils se corrigèrent même quelques fois de leur vivant comme l'atteste l'exemple ci-dessus.

Ainsi Lénine déclarait - toujours dans l'Etat et la révolution, écrit dans les mois qui précédèrent la Révolution d'octobre 1917.

" Il est certain qu'en société socialiste une "sorte de parlement" composé de députés ouvriers "établira" le régime du travail et surveillera "l'appareil" mais cet appareil là ne sera pas bureaucratique Les ouvriers après avoir conquis le pouvoir politique, briseront le vieil appareil bureaucratique, le démoliront jusqu'en ses fondements n'en laisseront pas pierre sur pierre et le remplaceront par un nouvel appareil comprenant ces mêmes ouvriers et employés. Pour empêcher ceux-ci de devenir des bureaucrates on prendra aussitôt des mesures minutieusement étudiées par Marx et Engels: 1. l'électivité mais aussi la révocabilité à tout moment 2. un salaire qui sera pas supérieur à celui d'un ouvrier 3. adoption immédiate de mesures afin que tous remplissent des fonctions de contrôle et de surveillance, que tous deviennent pour un temps bureaucrates et que de ce fait personne ne puisse devenir "bureaucrate" (Ibidem p.133) (...) En régime socialiste tout le monde gouvernera à tour de rôle et s'habituerà vite à ce que personne ne gouverne (p.141)

Après 60 ans de régime socialiste en URSS et entre vingt et trente dans d'autres pays d'Europe orientale ou d'Asie, on ne peut pas dire que cette "habitude a été vite prise". Bien sur, nous n'oublions ni la guerre, ni les difficultés inouïes créées au premier Etat socialiste, mais il serait tout aussi absurde de prétendre que se sont là les seules causes des retards démocratiques que d'en rendre responsable, comme le font les trotskistes ou autres gauchistes la " trahison de la révolution. "



Le poids de la société civile
Das Gewicht der Gesellschaft
Il peso della società civile

Le poids des traditions socio-culturelles

Ainsi ce que l'on n'avait peut être pas perçu avec assez de perspicacité, c'était le poids des traditions socio-culturelles et la complexité croissante de la production et de la machine d'Etat.bourgeoise.

Lénine pensait par exemple en été 1917:

" Enregistrement et contrôle tel est l'essentiel, et pour la mise en route et pour le fonctionnement régulier de la société communiste dans sa première phase (donc le socialisme n.d.l.r.). Ici tous les citoyens se transforment en salariés de l'Etat constitués par les ouvriers armés(..) L'enregistrement et le contrôle dans ce domaine ont été simplifiés à l'extrême par le capitalisme qui les a réduit aux opérations les plus simples de surveillance et d'inscription et à la délivrance de reçus correspondants, toutes choses à la portée de quiconque sait lire et écrire et connaît les quatre règles d'arithmétique. "

Aujourd'hui à l'époque de la révolution scientifique et technique plus qu'auparavant encore, on se rend bien compte combien une telle formation est insuffisante. Mais quelques mois ou années après la Révolution d'octobre on s'était aperçu que les choses n'étaient pas si simples, ni automatiques

" Emportés par la vague d'enthousiasme, nous comptons nous qui avons éveillé l'enthousiasme populaire- d'abord politique puis militaire - nous comptons pouvoir réaliser directement à la faveur de cet enthousiasme, des tâches économiques aussi grandioses que les tâches politiques générales, que les tâches militaires. Nous comptons - ou peut être sera-t-il plus exact: de dire: nous pensions, sans un calcul suffisant pouvoir par les ordres exprès de l'Etat prolétarien, organiser de la manière communiste, dans un pays de petits paysans, la production et la répartition des produits par l'Etat. La vie a montré notre erreur. " (Lénine Oeuvre complètes T. 33 p. 51 Ed. Progres)

Lénine justifiait par là la Nouvelle politique économique (NEP) où il fallait s'appuyer sur l'intérêt personnel, " l'avantage personnel " de l'individu, du paysan surtout pour progresser, il ajoutait " Ce n'est pas tout. Il ne suffit pas de supprimer l'analphabétisme, il faut encore édifier l'économie soviétique et pour cela il ne suffit pas de savoir lire et écrire." (Ibidem p.69)

Ces citations sont pour bien démontrer notre affirmation selon laquelle Lénine écrivait pour une époque et une situation donnée et en de nouvelles conditions et sachant tirer la leçon de l'expérience, il n'hésita pas à réviser des affirmations que la vie n'avait pas confirmées.

LA PRISE DE CONSCIENCE N'INTERVIENT PAS MECANIQUEMENT

Ainsi, on découvrait que la situation de classe ne permet pas mécaniquement la prise de conscience et qu'il avait même fallu malheureusement parfois contraindre d'importantes couches populaires; avec tous les dangers que comportait une telle situation et qui se sont si tragiquement vérifiés dans la période dite "stalinienne". Mais fallait-il faire l'économie de la révolution ou abdiquer? Comme si l'on pouvait prévoir les événements historiques avec une précision chronométrique? Fallait-il qu'Allende, qui éveilla un si grand espoir dans les masses chiliennes, refuse de prendre la présidence en 1970 parce qu'il ne disposait pas de la majorité? Non bien sûr, d'autant plus que le processus qui a mené à la dictature fasciste n'était pas fatal.

Ce qu'il faut par contre faire, c'est tirer les leçons des événements modifier, corriger, affiner sa stratégie et élaborer la théorie révolutionnaire de façon créatrice. C'est ainsi que d'autres penseurs marxistes, postérieurs à Lénine mais dont il n'y a pas de raison de mettre en doute une moindre capacité théorique, développèrent l'analyse de l'Etat. Un des premiers à y réfléchir fut Gramsci qui porta son attention au poids de la société civile (les institutions populaires, sociales, religieuses non étatiques) et qui affirma que la révolution n'était pas forcément un processus ramassé (un "Grand soir") mais un phénomène souvent long et complexe où: "la guerre de tranchée est souvent suivie de la guerre de mouvement avant de revenir à la guerre de tranchée."

L'HEGEMONIE BOURGEOISE EST AUSSI IDEOLOGIQUE.

On commençait ainsi à entrevoir dans les années 30 que l'hégémonie de l'Etat n'était pas seulement économique et politique mais aussi idéologique. Bien sûr, Marx avait déjà affirmé au milieu du XIXe siècle que l'idéologie dominante d'une société est toujours celle de la classe dominante, mais on n'avait pas vu toutes les implications que pouvaient avoir un tel concept et notamment le fait que la substitution d'un régime économique à un autre ne modifie pas immédiatement, ni automatiquement les habitudes sociales.

Un des meilleurs exemples: Le livre de Tomaso di Lampedusa et l'admirable film qu'en a tiré Visconti "Le Guépard".

A l'époque de la révolution garibaldienne en Italie, un prince sicilien perd son pouvoir féodal. Pour néanmoins conserver sa puissance il arrange le mariage de son fils avec la fille du plus gros bourgeois local, représentant la nouvelle classe au pouvoir. Il avait compris, selon la phrase clé du film "Que tout devait changer pour que tout reste comme avant". Et au lendemain de la révolution qui avait jeté bas le pouvoir féodal, les paysans continuaient à s'incliner révérencieusement devant ce noble déchu mais qui avait conservé sa prééminence sociale et que l'on continuait à servir comme auparavant.

L'HEGEMONIE DE LA BOURGEOISIE

PAS SEULEMENT LA CONTRAINTE, MAIS AUSSI L'ESPOIR ENTRETENU.

Il devenait ainsi plus évident que la force de l'Etat capitaliste n'était pas seulement la contrainte, la répression armée, mais aussi le poids des habitudes sociales ainsi que l'espoir entretenu par le capitalisme dans la masse opprimée.

Il ne faut en effet pas oublier que l'une des plus typiques révolutions bourgeoise, celle de 1789, en France, s'est déroulée sous le mot d'ordre " Liberté, égalité, fraternité " C'est en éveillant cet espoir dans les plus larges masses populaires que la bourgeoisie a pu les faire agir pour renverser l'absolutisme féodal. C'est ensuite sur la base de l'humanisme et du progrès, que le nouveau régime social a présenté au peuple l'instruction publique obligatoire, qui était en réalité une institution devenue nécessaire pour répondre au développement des forces productives.

De même, la sécurité sociale, un système comme celui préconisé dans les années 20 aux Etats-Unis par Taylor qui recommandait l'intéressement moral et matériel des ouvriers à la production, s'ils répondaient aux nouvelles nécessités de la reconstitution de la force de travail dans le régime du capitalisme avancé - et étaient également le fruit des luttes du prolétariat - ont toujours été présentées comme le corollaire humaniste du régime et ont ainsi entretenu l'illusion du monde meilleur auquel rêve tout individu.

LES CONTRADICTIONS FONT ECLATER LA VRAIE NATURE DU REGIME

Cette situation ne pouvait pas durer indéfiniment du fait même de la nature d'un régime dont le moteur est l'accumulation du capital et le but le profit. Dès que les contradictions accumulées entre les exigences du capital et son humanisme proclamé éclatent la vraie nature de l'Etat bourgeois apparaît dans toute sa froide nudité. C'est un Etat de classe qui n'hésite pas à utiliser la misère et la répression brutale, voir la terreur (le fascisme et le nazisme dans les années 30) contre ceux qui se révoltent.

D'autre part, si la situation de misère dans laquelle vivait les classes laborieuses au XIXe siècle permettait de répondre de manière relativement aisée à leurs revendications forcément modestes (Du pain! était souvent le seul mot d'ordre scandé à cette époque) au fur et à mesure de l'élévation du niveau de vie et de l'instruction, qui permettait d'ouvrir des horizons et de faire mieux entrevoir aux travailleurs tout ce qu'il leur serait possible d'obtenir si la majeure partie des fruits de leur travail ne leur étaient pas dérobée par les capitalistes sous forme de plus-value, il devenait plus difficile de répondre aux exigences des travailleurs.

Ainsi si l'automobile existe depuis la fin du siècle dernier, elle est restée pendant 50 ans un objet de prestige social et ce n'est que depuis une vingtaine d'année qu'elle est devenue un objet utilitaire à la portée de l'ouvrier. Encore que cette mutation, si elle répond aux besoins plus élevés du travailleur d'après guerre et fut en ce sens une nouvelle conquête sociale, est aussi devenue une nécessité correspondant au développement des forces productives et aux besoins de reconstitution de la force de travail dans les régimes du CME (Eloignement accru des lieux d'habitat et de travail, nécessité vitale d'échapper au bruit et à la pollution des villes, etc..)

En résumé, on peut dire que l'hégémonie idéologique de l'Etat bourgeois permet à celui-ci de maintenir sa domination au moyen du consensus populaire qu'il réussit à entretenir par son vernis humaniste; cette situation cesse dès que les contradictions du régime l'obligent à restreindre son "train de vie"

La diffusion de l'idéologie dominante

Comme nous l'avions déjà constaté la situation de classe ne permet pas mécaniquement la prise de conscience. Mais les conditions d'exploitation et de vie de la classe ouvrière au XIXe siècle et dans la première moitié du XXe siècle la rendait cependant moins perméable à l'idéologie bourgeoise dominante.

Les transmutations économico-sociales que nous avons analysées plus haut et la "démocratisation" des apparences extérieures ont cependant affaibli, dans notre pays en tout cas, sa cohésion de classe qui, pour plusieurs raisons (voir spécificités suisses) n'était déjà pas si forte. Arrive-t-on aujourd'hui à toujours différencier un patron d'un travailleur salarié sur ses vêtements et même parfois sur certains aspects de son mode de vie? Et entend-on encore souvent un travailleur manuel se réclamer avec fierté de son appartenance à la classe ouvrière?

UNE OFFENSIVE IDEOLOGIQUE AFFINEE ET RENFORCEE

Si de tous temps, la bourgeoisie s'est efforcée de désorienter idéologiquement les travailleurs, elle a dû affiner et renforcer considérablement son offensive en ce domaine au fur et à mesure du développement des pays socialistes. A l'époque où il n'existait aucun pays socialiste il était évidemment facile de traiter les partisans de la transformation de la société d'utopistes. Et lors des débuts difficiles de l'édification du socialisme, dans des pays en général pauvres et arriérés, on pouvait plus aisément se livrer à de fausses comparaisons.

Mais à partir du moment où c'est un pays socialiste qui ouvrait la voie dans un domaine scientifique et technique (le lancement du spoutnik, par exemple) il devenait plus difficile de le dénigrer du point de vue économique et social .

D'autre part le discrédit du fascisme dans la conscience des masses populaires européennes ne permet plus de présenter les régimes autoritaires forts comme remède aux maux de la démocratie bourgeoise.

C'est bien pourquoi toute la campagne anticomuniste et anti-soviétique est aujourd'hui axée sur le thème de la démocratie (et non pas des insuffisances matérielles) Se saisissant des graves fautes du passé et montant en épingle les erreurs et les manquements qui sont malheureusement encore à déplorer dans ce domaine, la propagande bourgeoise tente ainsi de mettre en avant les ombres du socialisme et de camoufler les lumières de ses réalisations positives.

LES NOUVELLES CONDITIONS QUI ASSURENT LE MAINTIEN DE L'IDEOLOGIE DOMINANTE

Si l'idéologie dominante utilise toujours les mêmes canaux de diffusion (Ecole, entreprise, presse) les conditions de cette diffusion se sont modifiées.

Cela est bien sur dû aux progrès des idées du socialisme dans le monde et aussi au développement des sciences et des techniques qui ont contribué à ce phénomène avec des aspects positifs et négatifs.

Ainsi, aujourd'hui, la masse des gens, et surtout les nouvelles générations connaît beaucoup plus de choses qu'hier et de manière différente. Les moyens modernes de communication (que l'on pense au rôle joué par la télévision, inconnue il y a 20 ans) la diffusion élargie de la culture et de l'information, même mutilée ou orientée, leur révèlent souvent un monde dont les contradictions heurtent leur sens de la justice et dévalorisent les préceptes moraux qu'on leur inculque.

Dans le domaine de la presse ce développement a conduit à une augmentation de l'information tant quantitative que d'une certaine manière qualitative. Non qu'elle soit meilleure ou plus objective mais en quelque sorte plus sophistiquée, tenant compte des connaissances accrues du grand public. Car sous peine de perte d'audience il faut bien prendre en considération l'élévation de la conscience populaire.... pour mieux tenter de la rabaisser.

TOUT PARCELLISER, TOUT EMBROUILLER

Cela peut apparaître paradoxal au premier abord, mais cette "surinformation" va à fin contraire d'une meilleure connaissance et de la formation objective de l'opinion. Car souvent elle est donnée de manière trop succincte et répétitive (cf. les flashes des postes de radio) et que plus le volume des informations est grand plus il met de temps à être enregistré, plus leur contenu est complexe plus leur compréhension totale sera difficile. Et l'on ne se fait pas faute de tout parcelliser et de tout embrouiller.

On nous parle, par exemple, d'une crise de l'énergie qui n'aurait rien à voir avec une crise monétaire laquelle n'aurait qu'un lointain rapport avec l'actuelle crise économique. Jouant d'autre part sur les apparences on pose trop souvent les problèmes sur des bases fausses ou l'on donne de fausses réponses à de vrais problèmes. Ainsi l'équation présentée pour résoudre la crise ne peut bien évidemment qu'être une politique d'austérité pour tous. Alors que la simple logique devrait bien conduire à penser qu'on n'opérera pas la relance économique en restreignant la consommation populaire.

En fait, on camoufle l'interdépendance des phénomènes sociaux, on les décrit de manière suffisamment abstraite ou anonyme pour que les lecteurs s'y perdent ou alors on les prend par le petit bout de la lorgnette afin de donner l'illusion à l'homme de la rue, qu'un changement de style suffirait à remédier à ce qui ne va pas et ne pas parler de la nécessité du changement de structures.

Le même phénomène se produit à l'entreprise où, ayant dû cesser de prendre les travailleurs pour des bêtes de somme, le patronat n'en continue pas moins à les exploiter, mais en cherchant à masquer cette exploitation au moyen de fausses évidences du genre: plus vous augmenterez votre productivité, plus l'entreprise sera florissante plus vous en bénéficierez.

L'école qui a toujours joué un rôle prépondérant pour la reproduction de l'idéologie dominante a également subi les mêmes mutations.

Cela n'empêche cependant pas, qu'instruments de la lutte des classes aux mains de la grande bourgeoisie, l'école et les mass-média n'échappent pas eux-mêmes à ces contradictions profondes et deviennent de plus en plus sources de conflits entre pouvoir établi et administrés.

Une nouvelle situation dans les Etats du CME

C'est la situation que nous vivons aujourd'hui du fait de la crise et aussi en raison des progrès du socialisme et du mouvement de libération nationale, facteurs qui privent de plus en plus, les pays capitalistes avancés de gains faciles dont ils peuvent sans dommages pour leurs profits, redistribuer des miettes aux travailleurs de leur propre pays pour mieux s'assurer de leur soumission au régime. N'ayant plus ces possibilités, ils se rabattent alors en désespoir de cause, leurs profits étant eux intouchables, sur le dos des travailleurs nationaux. D'où le chômage accru, la baisse des revenus et les attaques visant la sécurité sociale.

Cette situation amène naturellement une révolte des classes exploitées bien plus vaste qu'auparavant, puisqu'au stade du CME seule une toute petite minorité de privilégiés tire profit du régime, au détriment non seulement de la classe ouvrière mais aussi des travailleurs du secteur tertiaire et même de la petite et moyenne bourgeoisie, impitoyablement pressurées par les grands monopoles luttant pour préserver leur taux de profit.

C'est cette situation (encore inconnue à l'époque où Lénine décrivait l'impérialisme, en 1916, où les "cols blancs" les cadres et les techniciens restaient des privilégiés, où la petite et moyenne bourgeoisie pouvait souvent même profiter de la crise) qui a amené les Partis communistes de plusieurs pays à ne plus tenir comme valable le concept de "dictature du prolétariat" que pour sa part le PST n'a jamais mentionné dans ses statuts ou programme comme voie à suivre pour édifier une société socialiste dans notre pays.

Pour renforcer la justesse de cette analyse, il faut encore rappeler que par rapport à l'avant guerre le poids de l'expérience des partis communistes a grandi dans bien des pays (En Europe surtout en France et en Italie) De faibles et isolés (pestiférés disait-on même) qu'ils furent, y compris depuis la guerre froide jusqu'aux années 60, ils ont su développer une vaste politique unitaire dont le fruit a même permis chose absolument impensable il y a encore quelques années - au Parti communiste d'Espagne de reconquérir la liberté et sa légalité pacifiquement, dans le cadre d'un Etat encore empêtré en partie dans les structures fascistes. Le résultat des élections françaises et les progrès du Parti communiste italien confirment bien que c'est aujourd'hui dans les pays du CME la seule voie permettant d'avancer réellement au socialisme.

Ce qui ne veut pas dire que cette stratégie soit valable dans tous les pays et que certains d'entre eux ne doivent pas passer par l'étape de la dictature du prolétariat, ni qu'elle resterait forcément valable en cas de changement de situation politique ou de nature des actuels régimes bourgeois européens.

COMMENT "BRISER"-T-ON AUJOURD'HUI L'ETAT DANS LE CME ?

Dans notre pays nous sommes évidemment encore loin du stade économique et politique qui existe chez nos voisins latins. Mais l'évolution est fondamentalement la même. La concentration économique s'accélère et les mêmes contradictions s'ébauchent.

Dans ces conditions, on peut bien évidemment se demander comment interpréter cette conquête du pouvoir par les travailleurs, de quelle manière "brise" t'on aujourd'hui l'Etat bourgeois, quand les conditions en sont réunies, c'est à dire que véritablement la masse des gens désire le changement et que ceux d'en haut ne parviennent véritablement plus à gouverner? Ce qui est encore très loin d'être le cas en Suisse, alors que la France et l'Italie sont beaucoup plus proches de cette situation.

Briser l'Etat aujourd'hui cela signifie donc briser le mécanisme qui subordonne sa fonction sociale à sa fonction de défenseur des intérêts du capital et non imaginer l'envers de l'organisation de la société qui consisterait à supprimer les organismes qui le composent pour en créer de totalement nouveaux à la place.

Ainsi en Suisse, briser l'Etat ne consistera pas à démanteler L'OFIAMT par exemple, mais au contraire à étendre ses pouvoirs et à placer cette institution officielle au service des intérêts populaires et non de l'économie privée. Dans le domaine économique cela ne consistera pas à morceler les grandes entreprises industrielles ou de service- même si l'on peut concevoir, sous une forme qui reste encore à trouver, que les travailleurs de ces entreprises aient leur mot à dire dans la marche de la production - mais à les gérer pour le compte de la collectivité nationale. Et il en sera de même dans tous les domaines.

LES NECESSITES D'UNE POLITIQUE D'ALLIANCE.

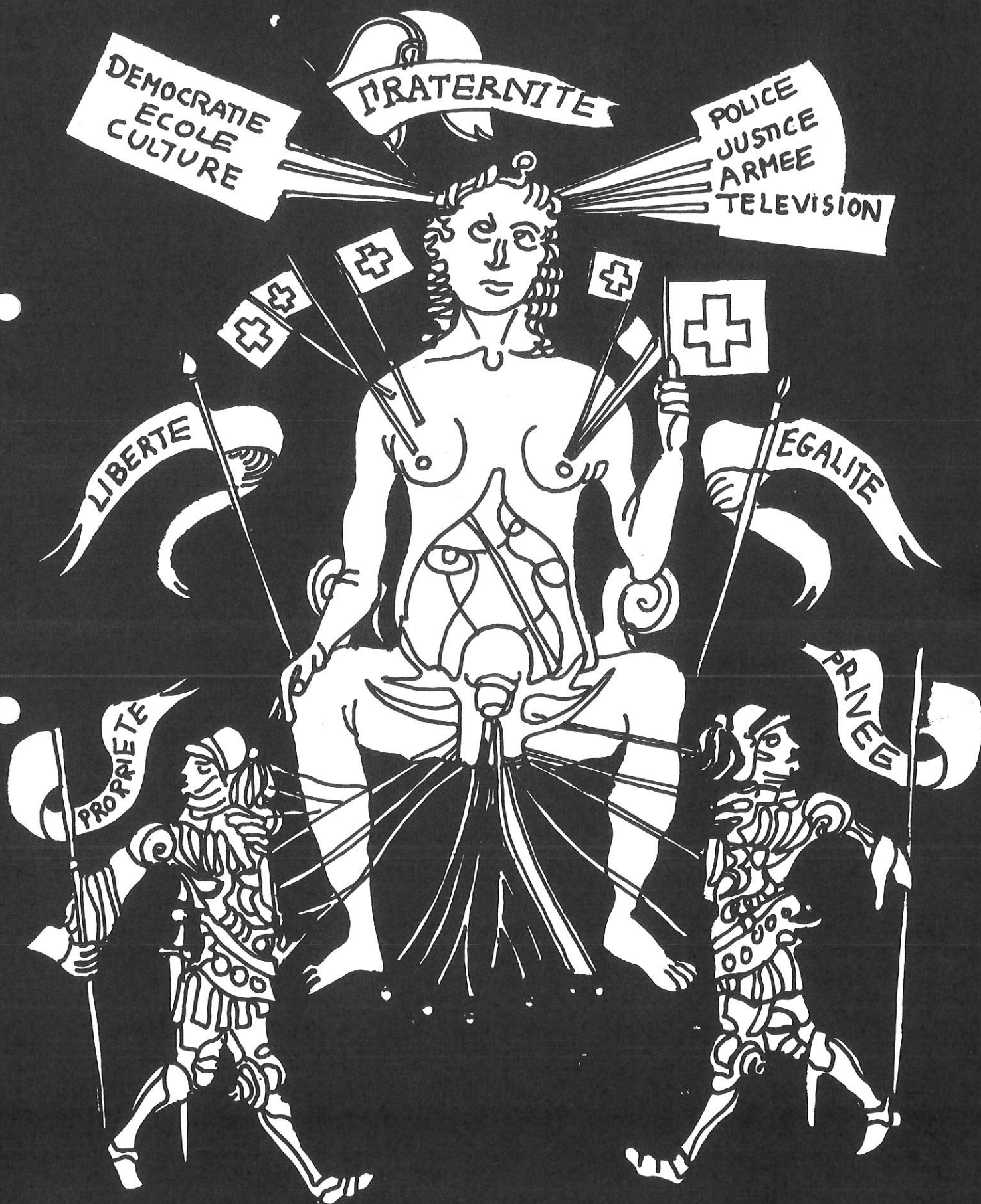
Cela signifie bien sur de pouvoir compter sur la maîtrise et la compétence des travailleurs et surtout des techniciens et des cadres qu'on ne fera pas travailler sous le contrôle des ouvriers armés comme cela fut le cas lors de la période de dictature du prolétariat instituée après la Révolution d'octobre. Cela signifie que ces couches sociales, également exploitées par les monopoles, doivent être convaincues qu'il existe un avenir pour elles dans la future société socialiste et qu'il faut les gagner à cette cause. Il en est de même pour tous les travailleurs du secteur tertiaire, de la terre et même de la moyenne et petite bourgeoisie, tous spoliés à des titres divers, par les grands monopoles et qui peuvent de ce fait avoir intérêt au changement.

C'est pourquoi il a été aujourd'hui possible d'envisager une stratégie de conquête du pouvoir basée sur l'action ou au moins le consentement tacite de la majorité du peuple, conditions qui n'existaient absolument pas au moment de l'élaboration de la théorie de la dictature du prolétariat au XIXe siècle et au début du XXe.

Cela signifie-t-il que la classe ouvrière abdique de la mission historique qu'elle est seule à pouvoir véritablement mener à chef en tant que classe? Non la classe ouvrière n'abandonnerait pas ainsi l'indispensable rôle dirigeant qu'elle a à jouer dans cette entreprise mais elle l'accomplirait non par la soumission d'autres classes à ses intérêts, mais en étroite alliance avec elles !

C'est tout ce qui fait qu'on ne peut plus aujourd'hui prendre comme base stratégique " la dictature du prolétariat " pour conquérir le pouvoir des travailleurs dans les pays du CME. Et cela au delà même de l'archaïsme ou de la répulsion que ces expressions ("dictature", "prolétariat") peuvent éveiller. Il s'agit donc bien plus d'une querelle ou d'une adaptation de vocabulaire, mais d'une véritable novation théorique du marxisme. Même si certains qui ont une vision scolastique de cette science ne veulent pas l'admettre.

Les spécificités suisses
Die schweizerischen Besonderheiten
Le peculiarità svizzere



Les spécificités suisses

Conglomération de petits Etats qui se sont alliés au cours des siècles pour enfin s'unir dans un Etat fédéral au milieu du XIXe siècle, la Suisse ne peut être qualifiée de nation au même titre que la France, l'Allemagne, l'Italie, etc.. C'est plus par nécessité économique et politique, dans une Europe en pleine transformation, que par l'aspiration à une union culturelle qu'est née la Confédération helvétique. Les différences de mœurs, de langue et de religion ont rendu nécessaire une forme d'Etat fédéraliste où la souveraineté cantonale a gardé jusqu'à aujourd'hui de très fortes prérogatives.

Mais la centralisation a dû être renforcée au fur et à mesure de l'élargissement des besoins économiques et sociaux. Ainsi chaque canton était auparavant largement souverain en matière de lois sociales et sur le travail. L'adoption de la loi suisse sur le travail en 1965 a unifié toutes ces dispositions. Ce qui, d'une part répondait à la nécessité de rationaliser la vie économique, mais qui, d'autre part, avait pour but de freiner le progrès social en empêchant les cantons les plus progressistes de jouer le rôle de locomotives du progrès. (Exemple de l'introduction et de l'extension du régime des vacances payées)

PAYS DE SERVICE ET DE HAUTE TECHNOLOGIE

Autre caractéristique propre à la Suisse: son rôle de pays de service et de haute technologie.

Presque sans matières premières, dont le territoire est pour les 2/3 situé dans des zones montagneuses quasiment non productives, l'économie suisse s'est naturellement tournée vers l'industrie de transformation. D'où l'existence d'une main d'oeuvre hautement qualifiée, mais parcellisée, ce type de production ne requérant pas de grande concentration industrielle. (Exemple industrie horlogère). D'autre part, et plus particulièrement depuis la seconde guerre mondiale, la Suisse a acquis un statut de place financière internationale et de pays de service. (Par exemple l'importance de l'implantation d'organisations internationales)

UNE ETONNANTE STABILITE POLITIQUE

Ces spécificités sont dues à la stabilité politique du pays où depuis 60 ans règne, grosso modo, le même rapport de force entre les grands partis

bien des phénomènes expliquent cette situation particulière (forte émigration des Suisses jusqu'au 19e siècle, dans le service mercenaire, à l'étranger; neutralité politique et militaire déjà ébauchée il y a plus de trois siècles: absence de guerre et d'invasion depuis près de deux siècles; barrières linguistiques et cantonales, gênant tout grand mouvement national.)

Cette stabilité et le rôle économique spécifique de la Suisse ont permis le maintien presque intégral d'une constitution adoptée en 1874 et considérée comme un modèle de libéralisme bourgeois. Ce qui explique l'existence de droits populaires à peu près uniques au monde comme: l'initiative (modification de la constitution) et le référendum (obligatoire pour toute modification de la constitution).

Mais bien sûr, ces droits ont été arrachés; tout d'abord non par le mouvement socialiste ou syndical encore inexistant mais par les radicaux du XIXe siècle, alors force politique montante, populaire et progressiste. (Exemple les cabinotiers de St-Gervais à Genève, ouvriers horlogers artisans) D'autre part l'extension de ces droits a aussi été possible grâce à de puissants mouvements populaires. Ainsi, c'est après la grève générale de 1918 que fut introduite la représentation proportionnelle au Conseil national, qui permet aux partis de la classe ouvrière d'être mieux représentés dans les organismes législatifs.

On sait bien que dans la pratique ces droits peuvent parfois être formels, mais leur maintien, et bien entendu leur extension, sont importants.

LA DEMOCRATIE ET LA LIBERTE

Il faut en effet remarquer que dans l'histoire de notre pays, c'est toujours en violant sa propre légalité que la bourgeoisie suisse a pu nous brimer.

Il y eut d'abord l'utilisation abusive et répétée de la clause d'urgence qui peut soustraire au peuple la votation de certaines lois. Il y eut les mesures d'interdictions décrétées dès avant la seconde guerre mondiale (interdiction décrétée en 1937 contre le Parti communiste dans le canton Neuchâtel approuvée par le peuple) puis dans les cantons de Genève et de Vaud. Puis l'interdiction sur le plan suisse, de même que celle de la Fédération socialiste en 1941, avec un arrêté décrétant 272 citoyens inéligibles. En 1950, le Conseil Fédéral édictait une disposition qualifiant les fonctionnaires membres du Parti du Travail " ou d'autres organisations subversives " comme indignes de confiance et par conséquent révocables.

Aujourd'hui, la menace se répète sur les droits démocratiques (Affaire Cincera, licenciement ou non nomination de fonctionnaires et d'instituteurs sur la base de leurs opinions, restrictions quant à l'emploi du droit de référendum et d'initiative, etc..)

D'où l'importance des positions de notre parti sur la démocratie et les libertés qui ne peut s'accommoder de leur quelconque violation où que ce soit dans le monde.

UNE LUTTE DIFFICILE MAIS UN BUT INELUCTABLE

Notre politique de rassemblement populaire s'explique donc par l'histoire et les traditions de notre peuple ainsi que par la situation économique et politique de notre pays. Elle se fonde sur ce que Lénine appelait "l'analyse concrète d'une situation concrète".

Comme disent nos thèses: "En Suisse les conditions purement techniques de l'instauration d'une société socialiste existent déjà. Et le passage au socialisme y créerait un type de société particulièrement avancé" Mais cette transformation ne sera pas réalisée mécaniquement car beaucoup d'autres éléments entrent en compte.

C'est donc en parvenant " à gagner la masse du peuple pas à pas, étape après étape et d'expérience en expérience " qu'on instaurera cette nouvelle société, en passant au préalable par une étape intermédiaire de démocratie nouvelle " où le pouvoir des grandes entreprises trusts et monopoles sera restreint, voir écarté par des moyens démocratiques ". Une application concrète de cette politique a été notre initiative contre la vie chère et l'inflation " illégalisée " par le Conseil Fédéral.

Cette voie devra également tenir compte des conditions nationales décrites auparavant. Elle ne se conçoit pour le Parti du Travail que sur les bases d'une structure fédéraliste, en garantissant le respect effectif des droits et des libertés populaires et leur extension et en admettant des possibilités d'existence pour plusieurs partis.

Cette lutte sera certes longue et difficile dans un pays qui du point de vue économique n'est même pas encore entré de plain-pied dans le stade du capitalisme monopolisme d'Etat, vécu par tous les autres grands Etats capitalistes industrialisés. Mais les mêmes causes produisant les mêmes effets, il est certain que les idées socialistes progresseront également dans notre pays et permettront la création de cette nouvelle société où la satisfaction des besoins matériels et intellectuels deviendra l'objectif essentiel.